



ASSEMBLÉE NATIONALE

13ème législature

énergie nucléaire

Question au Gouvernement n° 3324

Texte de la question

NUCLÉAIRE

M. le président. La parole est à M. François de Rugy, pour le groupe de la Gauche démocrate et républicaine.
M. François de Rugy. Monsieur le Premier ministre, vous avez répondu hier à une question sur la sortie du nucléaire en Allemagne. Je voudrais vous réinterroger car votre réponse pose plusieurs problèmes. Tout d'abord, vous avez affirmé qu'il y avait eu un consensus entre tous les gouvernements, ce qui est historiquement faux puisqu'en 1997 l'une des premières décisions de Lionel Jospin a été d'annuler la déclaration d'utilité publique pour la centrale EPR au Carnet. Je constate également, par exemple dans les déclarations récentes de notre collègue François Hollande, une profonde évolution vers la sortie du nucléaire. *(Rires et exclamations sur les bancs du groupe UMP.)* Vous réagissez, chers collègues, c'est très bien ! Vous avez également évoqué, monsieur le Premier ministre, l'indépendance énergétique de la France, laissant à penser que le combustible des centrales nucléaires n'était pas importé. Vous savez bien qu'il est à 100 % importé !

M. Besson, votre ministre, jamais en retard d'un excès de zèle, a balayé le risque nucléaire d'un revers de la main en disant : " Le risque zéro n'existe pas. " Il est vrai qu'en matière de ridicule politique, M. Besson a déjà fait la démonstration que le risque zéro n'existe pas ! *(Exclamations sur les bancs des groupes UMP et NC. - Applaudissements sur plusieurs bancs des groupes GDR et SRC.)*

Mais, on le voit encore aujourd'hui avec la sécheresse, la France fait face au grand danger de ne pouvoir refroidir ses centrales nucléaires, de devoir peut-être les arrêter et, alors, de se trouver en pénurie d'électricité. Il y a également le risque économique majeur que vous faites courir à la France avec le tout-nucléaire, avec l'explosion des prix de l'électricité, que chacun constate d'ores et déjà sur sa facture.

Enfin, je sais, monsieur le Premier ministre, que vous n'êtes pas toujours solidaire des propos du Président de la République. Partagez-vous son opinion lorsqu'il dit que la sortie du nucléaire est le retour au Moyen Âge ? Ma question est simple : pourquoi ce qui est bon pour l'Allemagne ne serait-il pas bon pour la France ? *(Applaudissements sur les bancs du groupe GDR.)*

M. le président. La parole est à M. le ministre chargé de l'industrie, de l'énergie et de l'économie numérique.
M. Éric Besson, *ministre chargé de l'industrie, de l'énergie et de l'économie numérique*. Monsieur le député, je ferai abstraction de votre délicatesse légendaire et ne répondrai que sur le fond de votre question. *(Applaudissements sur les bancs des groupes UMP et NC.)*

En ce qui concerne l'Allemagne, le Premier ministre s'est exprimé très clairement hier. Il a rappelé que l'Allemagne était souveraine, que nous devons prendre acte de sa décision et qu'il ne nous appartenait pas de la critiquer. Cela ne nous empêche pas de nous poser un certain nombre de questions. Par quoi l'Allemagne va-t-elle remplacer ses centrales nucléaires ? Probablement par du charbon, du gaz, du lignite. À quel coût, pour les ménages comme pour les entreprises ? Quelles en seront les conséquences sur son indépendance et sur ses obligations en termes de réduction des émissions de gaz à effet de serre ?

Cela a des conséquences pour nous aussi puisque nous sommes interconnectés. En arrêtant d'emblée sept centrales nucléaires, l'Allemagne a réduit de 10 % sa capacité de production électrique.

Vous avez par ailleurs demandé quelle était la politique énergétique de la France. Elle est simple et a été rappelée hier par le Premier ministre : économies d'énergie, efficacité énergétique, recours à un nucléaire sûr,

avec un audit qui sera transparent et exigeant, et, en même temps, réaffirmation du choix du nucléaire, qui nous fournit une électricité 40 % moins chère que la moyenne des autres pays européens. Vous pouvez faire signe que non de la main : c'est bien le cas et je vous mets au défi de démontrer le contraire !

En ce qui concerne les énergies non nucléaires, vous critiquez en permanence. Je vous donnerai deux chiffres qui devraient clore le débat. (*Exclamations sur les bancs des groupes GDR et SRC.*) S'agissant de la puissance éolienne, c'étaient 1 400 mégawatts en 2007, ce sont 6 000 mégawatts aujourd'hui, soit une multiplication par quatre. S'agissant du photovoltaïque, c'étaient 14 mégawatts en 2007, ce sont 1 400 mégawatts aujourd'hui, soit une multiplication par cent. Il faut que vous relisiez ces chiffres, monsieur de Rugy, pour être vraiment convaincu ! (*Applaudissements sur les bancs des groupes UMP et NC.*)

Données clés

Auteur : [M. François de Rugy](#)

Circonscription : Loire-Atlantique (1^{re} circonscription) - Gauche démocrate et républicaine

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 3324

Rubrique : Énergie et carburants

Ministère interrogé : Industrie, énergie et économie numérique

Ministère attributaire : Industrie, énergie et économie numérique

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 2 juin 2011

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le 2 juin 2011